

A l'appui de cette assertion, permettez-moi de répéter que pour anéantir la bourgeoisie, il faut l'écraser entre les meules de l'impôt et de l'inflation et c'est ce que fait le gouvernement libéral. Notre premier ministre est un Lénine moderne. La plupart des gens qui vivent dans la région où j'habite s'y sont établis pour échapper à ce régime. Voilà pourquoi il y a une si forte opposition au parti libéral et à ses propositions dans l'Ouest du Canada.

M. Max Saltsman (Waterloo-Cambridge): Monsieur l'Orateur, tout d'abord il me faut, en ma qualité d'observateur de vieille date du comportement socialiste, exonérer le ministre des Finances (M. Turner) de toute accusation d'avoir la moindre tendance socialisante. Quelles que puissent être ses faiblesses ou ses vertus, une telle accusation serait des plus farfelues.

Quand j'examine le présent budget et tous les autres budgets que j'ai déjà vus, je dois dire qu'ils posent toujours un problème pour l'opposition puis qu'aucun budget n'est jamais sans mérite et que l'opposition, en conséquence, estime qu'il lui est parfois difficile d'exercer son rôle traditionnel lorsqu'elle se trouve en face de certains budgets. Toutefois, le budget actuel, heureusement ou malheureusement, ne pose aucun problème pour n'importe quel député de l'opposition ou même du gouvernement. A une exception près, il est sans valeur, et les critiques formulées à son égard nous viennent facilement à l'esprit et sont presque totalement justifiées. La seule mesure méritoire que renferme le budget est celle qui prévoit que les Canadiens qui détiennent des rentes sur l'État qui leur rapportent de 3,5 à 4 p. 100 vont bénéficier d'une majoration. Sauf pour cela, il n'y a rien d'élogieux qu'on puisse dire au sujet du budget.

Pour autant qu'on puisse prendre en pitié le ministre des Finances à cet égard—et je crois que tout sentiment de regret ou de pitié à son endroit serait malvenu—on peut quand même avoir pour lui une certaine compassion. On lui a en effet confié la tâche ingrate de rapiécer une maison en ruine, d'essayer de mettre en œuvre un ensemble de politiques économiques ridicules et impraticables. On ne peut pas le faire en présentant un budget, et surtout pas en présentant un budget comme celui-ci.

Le ministre estime que la popularité n'est pas tout ce qui compte. Si c'est là son avis, je dois dire qu'il atteindra sûrement son but, car ce budget ne le rendra pas du tout populaire auprès des Canadiens. Parfois, lorsqu'on étudie le comportement des libéraux fédéraux, on est porté à croire qu'ils pensent que Mitch Hepburn est toujours vivant en Ontario et qu'ils font tout leur possible pour assurer la défaite du parti libéral dans cette province. Je crois qu'ils y ont fort bien réussi, et que le fantôme de Mitch Hepburn sera omniprésent et planera certainement sur les prochaines élections provinciales.

Le ministre des Finances que l'on dit aspirer à la direction de son parti pourra, au congrès, compter sur l'appui notamment de M. Robert Nixon, chef du parti en Ontario, et d'un contingent de délégués de cette province. Des délégués manitobains pourraient même lui faire la vie dure. Deux élections partielles ont eu lieu au Manitoba et les candidats libéraux ont attribué leur défaite au budget à l'étude. Le ministre semble être devenu adepte de l'école de pensée professant, sauf aux années d'élections, que «qui aime bien châtie bien». Il en tire un sentiment de noblesse.

M. T. C. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): Tout dépend qui est le châtié.

Taxe d'accise—Loi

M. Saltsman: Le ministre devrait comprendre que ce qui fait mal n'est pas toujours noble, édifiant ou bénéfique pour tous; c'est simplement idiot et une forme d'auto-flagellation. Au lieu d'en avoir l'âme élevée, on a le corps couvert de blessures.

Nous nous intéressons tous à la conservation et en ramenant l'idée de la taxe d'accise comme moyen de conservation, le ministre, trompe le public, surtout quand il parle d'énergie. Les gens veulent ménager l'énergie, cela ne fait aucun doute, mais la proposition n'est pas une mesure d'économie. La taxe d'accise ne nous fera pas économiser l'énergie et le ministre lui-même le reconnaît quand il accorde toutes sortes d'exemptions aux entreprises, aux sociétés de bienfaisance, aux agriculteurs et ainsi de suite. Il accorde en fait une exemption à toute espèce de groupe organisé capable de protester. Il n'exclut pas les consommateurs, qui n'ont aucun moyen de protester, surtout les années où il n'y a pas d'élections.

Il y a de nombreuses façons de pratiquer l'économie, mais les propositions du ministre sont les pires et les moins pratiques. Ce n'est pas du tout une proposition tendant à assurer la conservation; c'est une façon de prélever des recettes fiscales et d'essayer de camoufler le fait que le ministre a très mal calculé les recettes qu'il allait recevoir. Il se sert maintenant du prétexte de la conservation pour prélever des recettes, et il les prélève chez les mauvaises personnes. A peu près la seule chose que le gouvernement semble conserver avec cette mesure, c'est l'usage de ses méninges. Il sait les mettre en veilleuse et ne pas s'en servir.

● (1600)

Désireux de tirer davantage de recettes du pétrole, le gouvernement s'est assuré d'une façon de les percevoir dans un sens ou dans l'autre. Jusqu'à tout récemment, en essayant d'uniformiser les prix du pétrole et du gaz partout au Canada, le gouvernement a compté presque entièrement sur la taxe d'exportation, et les recettes provenant de cette taxe ont suffi à assurer l'uniformité des prix partout au pays. Nous avons maintenant décidé avec raison que nous ne pouvions pas continuer à exporter au rythme auquel nous l'avons fait par le passé, ce qui doit diminuer ces recettes. Le gouvernement a présenté une mesure visant à refuser la déduction des paiements de redevances versés aux gouvernements provinciaux avant le calcul des impôts fédéraux et, ce faisant, a grandement augmenté ses possibilités de prélèvement de recettes fédérales. Ainsi, en fait, le gouvernement allait percevoir des recettes accrues grâce à ces mesures, et il a essayé les critiques des provinces à ce sujet. Il était en mesure de financer la péréquation des taxes sur l'essence, mais cela ne semblait pas convenir aux buts du gouvernement.

Où le gouvernement a-t-il erré? Les cadeaux du gouvernement ont été si généreux que les recettes fiscales du gouvernement fédéral provenant des sociétés ont diminué dangereusement. Le gouvernement avait prévu qu'au cours de l'année ses recettes provenant des impôts des sociétés s'établiraient aux environs de cinq milliards de dollars. Au lieu de cela, ce chiffre a dû être rectifié à 4,285 millions. C'est-à-dire pour l'année financière en cours. Bien que ce chiffre représente une baisse de 12 p. 100, on prévoit qu'au cours de la prochaine année financière les recettes provenant des sociétés diminueront de 28 p. 100. Le gouvernement a été très généreux envers les sociétés avec l'argent des contribuables. Ainsi donc, le gouvernement ira chercher chez les particuliers ce qu'il n'a pas reçu des sociétés.